

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Agen, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Piscine Bertrand de Bron

255 rue Martha Desrumaux
24000 Périgueux

Références : FF/UbD24-47/199/2025
Code AIOT : 0100296030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement Piscine Bertrand de Bron implanté 3 boulevard Lakanal 24000 Périgueux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Piscine Bertrand de Bron
- 3 boulevard Lakanal 24000 Périgueux
- Code AIOT : 0100296030
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La piscine de Bertrand de BORN utilise des bouteilles de chlore gazeux pour le traitement de l'eau de ses bassins.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
5	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Sans objet
8	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2	Sans objet
9	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Mise à part l'absence des documents sur place, il est à noter que le service des installations classées ne dispose pas de documents concernant cet établissement, notamment indiquant qu'une

déclaration ICPE ait pu être effectuée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : vérification de la quantité totale maximale au regard de la quantité totale déclarée ; - vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement
Constats : Le jour de l'inspection il a été constaté la présence de 3 bouteilles, dont 2 en cours d'utilisation, dans le local d'exploitation. Le local d'exploitation ne disposent d'emplacement sécurisés que pour 3 bouteilles, soit 3x49kg = 147 kg. Cette quantité est donc conforme avec le seuil maximal de la déclaration pour la rubrique 4710 fixé à 500 kg. A noter cependant que, le jour de l'inspection, la personne en charge n'a pas été en mesure de présenter les documents en lien avec le statut ICPE de l'installation. De plus, aucun récépissé de déclaration n'a été retrouvé dans les archives de la DREAL et de la préfecture de Dordogne pour cette installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra procéder à la régularisation administrative de son installation dans un délai de 7 jours. Il fournira une copie numérique de l'intégralité de son dossier de déclaration à l'inspection des installation classées. Passé ce délai, un arrêté de mise en demeure de régularisation sera soumis à la signature de Madame la Préfète de Dordogne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Constats :
Comme spécifié dans le constat n°1, l'exploitant ne disposait pas des documents sur site le jour de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira sous 7 jours le dernier contrôle périodique de son installation. Si celui-ci n'a jamais été fait, ou n'est plus à jour, l'exploitant dispose de 15 jours pour contacter un organisme agréer et organiser un contrôle de ses installations.
Ce contrôle devra être effectué dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée :
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore. Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
Constats :
Comme spécifié dans le constat n°1, l'exploitant ne disposait pas des documents sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira sous 7 jours le dernier rapport de contrôle des installations électriques de son installation. Si celui-ci n'a jamais été fait, ou n'est plus à jour, l'exploitant dispose de 15 jours pour contacter un organisme agréer et organiser un contrôle de ses installations.
Ce contrôle devra être effectué dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
Prescription contrôlée : Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
Prescription contrôlée : ans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Le jour de l'inspection il a été confirmé la présence de pictogramme et de l'étiquetage sur les bouteilles de chlore. Comme spécifié dans le constat n°1, l'exploitant ne disposait pas des documents sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant dispose de 15 jours pour confirmer à l'Inspection des Installations Classées qu'il dispose bien des Fiches de données de sécurité récentes pour les bouteilles de chlore et que celles-ci sont tenues à la disposition de ses employés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme spécifié dans le constat n°1, l'exploitant ne disposait pas des documents sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant dispose de 15 jours pour confirmer à l'Inspection des installations classées la conformité de son installation au présent article.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en oeuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local</p>

d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.
Constats : Le jour de l'inspection, le détecteur de chlore n'a pas pu clairement être identifié par l'exploitant. Il est donc supposé absent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirmera la présence du détecteur. S'il est absent du local, l'exploitant dispose de 7 jours pour en faire installer un. L'exploitant dispose également de 15 jours pour confirmer à l'IIC la conformité de son site avec le présent article, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • en fournissant la liste des détecteur de son site ; • en fournissant une copie des consignes concernant ces détecteurs (type et fréquence des vérifications, action à mener en cas de déclenchement,...) ; • en fournissant le suivi des maintenances.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 8 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
Prescription contrôlée : Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné. L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9
--

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Le local est uniquement destiné au stockage du chlore. Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité. « La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite